

**LA COMMUNAUTE RUSSE DES
ALPES-MARITIMES DURANT
L'ENTRE-DEUX-GUERRES**

Marie PIETRI

**Résumé d'un mémoire de maîtrise soutenu à l'université de Nice
sous la direction de M. Schor**

L'histoire de la communauté russe des Alpes-Maritimes durant la période de l'entre-deux-guerres est celle de la Russie en exil. Suite à la Révolution de 1917, près de deux millions de personnes, issues de toutes les classes sociales et des différents partis politiques russes, prirent le chemin de l'exil. C'est ainsi qu'un nombre important d'entre eux s'installa sur la Côte d'Azur, terre bien connue de leurs ancêtres. La colonie russe formée durant la Belle-Epoque laissa sa place à une communauté ralliée autour de deux objectifs : la préservation de la culture et la lutte contre le bolchevisme. Cette étude s'attache à dépeindre la communauté russe telle qu'elle nous est apparue au fil des documents d'archives récoltés essentiellement aux Archives départementales des Alpes-Maritimes.

• Les origines de la présence russe dans le département des Alpes-Maritimes

L'histoire locale a permis de révéler la présence de quelques Russes dans le comté dès le XVIII^e siècle. Ces arrivées éparses ne constituèrent une véritable colonie qu'à partir de 1856, date à laquelle le Comté reçut fréquemment des touristes issus de la haute société russe. Séduits par la douceur du climat et la beauté des paysages, certains y passaient des séjours prolongés. Pour répondre à leurs exigences, les structures hôtelières durent se développer et se moderniser. C'est de cette époque que datent les plus beaux palaces de Nice, dont l'hôtel Beau-Rivage inauguré en 1882, le Négresco en 1912, ainsi que l'hôtel du Parc Impérial, construit en 1900 sur une partie du domaine Bermond. Cet hôtel placé dans la catégorie « des hôtels de premier ordre »¹ fut destiné à loger les hivernants fortunés dont une grande part de Russes. Le quartier dans lequel fut édifié ce somptueux hôtel connut une forte influence slave qui se concrétisa par la construction de la cathédrale orthodoxe en 1912. Ces touristes particuliers furent des précurseurs ; il se créa autour d'eux, pour leur confort, des structures qui favorisèrent l'implantation d'une communauté plus importante dans les années suivantes.

Les Russes en villégiature ou installés depuis peu sur la Côte d'Azur mirent en place des structures culturelles, économiques et sociales dans les principales villes du département. Ces structures concoururent après 1917 à regrouper les réfugiés et les Russes installés depuis plusieurs années déjà dans le département. La plupart d'entre eux connaissaient ou du moins avaient déjà entendu parler de la Côte d'Azur grâce à la famille impériale et aux travaux qu'ils y avaient fait faire.

Les lieux de cultes furent créés principalement sous l'impulsion de grands personnages de la famille impériale et de l'aristocratie russe. Ils répondaient à une des grandes attentes de la colonie russe, qui était de trouver un lieu culturel pour continuer à célébrer leur religion en dehors de leur pays. Ce fut également pour ces grands personnages un moyen de laisser leur nom dans cette région d'adoption. Ainsi furent créées, dans les principales villes des Alpes-Maritimes, des églises orthodoxes et une cathédrale orthodoxe, unique en son genre à l'extérieur de l'Empire russe. Des structures économiques et sociales virent également le jour avec notamment la création de « réseaux » entre membres de la communauté. Le journal *Le messager franco-russe* publiait des adresses utiles de médecins russes, de pharmacies tenues par des Russes ; ses adresses étaient prisées des réfugiés car elles recréaient un univers social comparable à celui qu'ils avaient en Russie. Leur vie associative fut très prolifique ; dès le début de leur implantation les réfugiés firent preuve d'une solidarité exemplaire. La plus ancienne association, nommée « Société Russe de Bienfaisance », fondée en 1885, eut pour tâche de venir en aide aux vieillards et aux membres indigents de la colonie russe locale.

Ces structures jouèrent un rôle primordial à partir de 1917, lorsque la plupart des Russes se trouvant sur la Côte d'Azur acquirent le statut de réfugiés politiques.

¹ Thuin Véronique, « La construction de l'hôtel du Parc Impérial », *Cahiers de la Méditerranée*, juin 2001, n°62, p.232.

Ces réfugiés sont arrivés dans le département par vagues successives. Entre 1917 et 1930 on peut distinguer différents groupes de personnes : ceux-ci sont traditionnellement classés dans trois catégories. La première catégorie comprend les soldats des corps expéditionnaires russes ayant combattu sur le front français et sur le front macédonien qui ne purent regagner leur pays. Plusieurs de ces personnes demandèrent dans les années vingt la naturalisation française. Dans une seconde catégorie nous pouvons placer les combattants des armées blanches de Denikine et de Wrangel. Enfin, la troisième catégorie regroupe la majorité des réfugiés ; il s'agit des civils ayant souffert des mesures du gouvernement bolchevique ; cette catégorie est composée de hauts fonctionnaires, de riches paysans, de membres des professions libérales, de propriétaires... A partir de 1922, une part importante de l'intelligentsia russe, composées d'écrivains, d'artistes, qui n'acceptaient pas le contrôle des organismes étatiques quittèrent leur pays ou furent expulsés par le pouvoir soviétique. Évalués à 160², ces émigrés rejoignirent les Russes blancs. Cette deuxième vague, comme elle est communément appelée, s'installa essentiellement à Paris ; berceau culturel de la diaspora russe. A partir de cette ville, ils voyagèrent dans toute la France et notamment sur la Côte d'Azur, d'où une présence artistique et intellectuelle notable dans cette région. Les artistes contribuèrent à l'embellissement de la ville. Nous pouvons citer la décoration de l'église Jeanne d'Arc par le peintre Klementieff, les mosaïques de l'église du Sacré Cœur réalisées par Ivanna Lemaître, et les séjours d'autres peintres comme Paul Mansouroff, André Pétroff. Des écrivains renommés s'y côtoyaient également, comme Ivan Bounine, prix Nobel russe de littérature, exilé à Cannes, qui fréquentait régulièrement les écrivains Aldanov et Adamovitch. Une véritable communauté intellectuelle se créa après la révolution, et donna lieu à la constitution d'ateliers artistiques. De plus, des associations comme l'Union artistique de la Riviera se créèrent en 1925, avec pour objectif de réunir les représentants et les amateurs de l'art russe, et de perpétuer et développer cette tradition artistique. Entre 1917 et 1930 le nombre de réfugiés ne cessa d'augmenter, posant de plus en plus de problèmes économiques et matériels. Les économies que certains avaient emporté avec eux ne pouvaient suffire indéfiniment et bientôt certains se trouvèrent sans ressources. Le sommet de l'émigration fut atteint en 1930. Pour expliquer ce pic il faut prendre en considération la situation politique et économique des principaux pays européens. L'Allemagne qui comptait parmi sa population quatre cent mille réfugiés russes, connu à cette époque, des luttes entre communistes, allemands et partisans de Hitler. Cette instabilité politique ainsi que la crise économique de 1929 incitèrent les émigrés à quitter ce pays. Certains continuèrent leur exil vers l'ouest et s'installèrent en France, qui offrait d'une part une assez bonne situation économique par rapport aux autres pays, ayant mieux su gérer la crise économique de 1929, et d'autre part, était en quête de travailleurs. Après 1930, nous remarquons une baisse progressive du nombre d'émigrés. Cette diminution se révèle significative à partir de 1935. A cette époque la communauté se trouva en effet face à une augmentation important du chômage et de la xénophobie. Nombreux sont ceux qui décidèrent de partir, soit dans des départements voisins soit à Paris. Pour les membres de l'aristocratie qui possédaient encore des moyens suffisants, le lieu de destination fut les Etats-Unis. D'autres, se virent offrir un rapatriement gratuit vers leur pays d'origine. Cela répondit à des mesures de l'Etat français face aux problèmes des émigrés au chômage et sans ressources. L'arrivée du Front Populaire en 1936 explique peut-être certains de ces départs. Les réfugiés russes ont quitté leur pays d'origine à cause de l'arrivée au pouvoir des communistes ; peut-être ont-ils craint qu'une révolution semblable éclate en France.

A la veille de la Seconde Guerre mondiale, la population russe connut un nouvel essor causé principalement par l'arrivée des Russes de confession juive quittant l'Allemagne nazie.

² Gorbhoff Marina, *La Russie fantôme : l'émigration russe de 1920 à 1950*, éd. L'Age d'Homme, 1995, p.281.

Ainsi, nous avons pu, grâce à l'étude des origines de la présence russe dans le département mettre en évidence les différentes strates de cette immigration qui ont conduit à la création d'une communauté spécifique.

• La constitution d'une communauté russe

Les Russes formèrent la deuxième communauté étrangère du département après les Italiens. A la différence de ces derniers, les Russes se caractérisaient par une implantation citadine principalement autour des structures culturelles édifiées au XIXe et au début du XXe siècle. Le cas de Nice est le plus connu et le plus significatif de ce phénomène. Ce furent les quartiers proches des églises orthodoxes et des grandes propriétés fréquentées par la colonie russe, comme la commanderie à Saint-Philippe et la villa de Orestis sur la Promenade, qui reçurent la majorité des Russes pendant toute la période post-révolutionnaire. Les réfugiés russes connaissaient l'existence de ces églises et l'histoire de leur construction. Ainsi ils devinrent pour eux des points de repère à un moment de leur vie où tout s'écroulait autour d'eux. La communauté russe avait comme spécificité de pouvoir vivre en vase clos. Rassemblés dans les mêmes quartiers, leur vie s'articulait entre les commerces tenus par d'autres membres de la communauté, l'école Alexandrino (boulevard Tsarévitch) et les lieux de cultes orthodoxes.

Pour ce qui est de la composition sociale de cette communauté, il est difficile de dresser une typologie précise des réfugiés en raison de leurs mouvements constants. La majorité de ceux arrivés dans les années vingt sont nés quelques années avant le début du XXe siècle. Ce sont donc des jeunes gens qui commencent leur vie d'adulte en exil. Mais l'émigration comptait également beaucoup d'hommes d'âge mûr, parmi lesquels on trouvait des hommes politiques et des militaires. L'âge moyen de cette population était supérieur à celui des Français ; il était de quarante ans pour les Russes contre trente pour les Français. La part des hommes et des femmes était relativement équilibrée avec cependant une domination de l'élément féminin certaines années.

Cette émigration se composait de tous les groupes sociaux présents en Russie, de l'aristocrate au paysan. Cette diversité forma une communauté riche humainement et socialement.

Les Alpes-Maritimes accueillirent semble-t-il la plus importante part d'aristocrates, en raison des habitudes passées de cette catégorie sociale. L'émigration russe du département se composait de princes, princesses, comtes, barons ainsi que de militaires et de rentiers. Ces personnes avaient déjà leurs habitudes sur la Côte d'Azur, une propriété ou des relations. Le cas du prince Paul Demidoff, évoqué dans l'ouvrage de Leroy Ellis³, est significatif des conditions de vie de cette catégorie sociale. Fuyant le régime bolchevique, le prince, réfugié sur l'île de Malte, demanda un visa pour la France. Son intention était de revenir à Nice, où il possédait des propriétés, afin de les vendre et de débiter un nouveau métier, celui de représentant de banque industrielle. Bien qu'il ait laissé beaucoup de biens en Russie sa situation financière fut très correcte par rapport à la majorité des réfugiés.

La ville de Nice vit arriver vers 1922 des éléments encore inconnus jusqu'à cette date, les militaires de l'armée Wrangel. Ces soldats démunis se retrouvèrent dans un pays inconnu, sans parents, sans connaissances, sans un sou en poche. Le journal *La Semaine russe* relate l'arrivée de ces militaires « quelques-uns affreusement mutilés, arrivés on ne sait d'où et par quels moyens »⁴, ainsi que l'arrivée de matelots de vaisseaux russes ayant quitté leur embarcation en espérant trouver un meilleur emploi à terre. Ces soldats furent pris en charge par les associations d'entraide : la journée par le Comité des Repas Economiques et la nuit par

³ Leroy Ellis, *La colonie russe dans les Alpes-Maritimes des origines à 1939*, éd. Serre, 1988, p.156.

⁴ Journal *La Semaine Russe*, n°1 de décembre 1921.

l'Asile de nuit. Mais ces solutions restaient provisoires et ceux qui en avaient les capacités physiques furent obligés de se mettre en quête d'un travail.

Ils durent pour la plupart se reconvertir dans des emplois où leurs rangs, leurs diplômes perdirent de leurs valeurs. Certains nobles exercèrent le métier de chauffeur de taxi, de portier, des dames de hautes distinction durent se résoudre à être gouvernantes. L'emploi de chauffeur de taxi fut très répandu en France où l'on en dénombra plus de trois mille, dont une grande part à Paris. Des Russes furent engagés comme ouvriers spécialisés par exemple dans les aciéries du nord de Cannes, d'autres travaillaient sur des exploitations agricoles. La catégorie des « sans-professions » était composée essentiellement de rentiers-proprétaires, d'invalides et de vieillards. Il faut ajouter à cela les personnes exerçant une activité artistique. En effet, la présence de nombreux artistes d'origine russe est l'une des spécificités de cette communauté. Comme il a été dit précédemment, la Côte d'Azur accueillit après 1920, de nombreux artistes exilés. On compte parmi eux, des artistes peintres comme Marc Chagall, Georges Loukowsky, Philippe Maliavine, André Petroff. Egalement des chorégraphes ou danseurs. Les Ballets russes de Serge Diaghilev donnèrent des représentations fréquentes au casino de Monte-Carlo entre 1911 et 1929. Puis en 1932, les Ballets russes de Monte-Carlo furent créés, « contribuant au prestige de cette émigration aux talents multiples et reconnus »⁵.

D'autres membres de la communauté exercèrent une activité artistique dans l'ombre. Nice possédait des studios de cinéma dont le plus célèbre, celui de la Victorine, situé à l'ouest de la ville, eut souvent recours à l'emploi de figurants lors de tournages de films. Les Russes, possédant encore quelques beaux vêtements, faisant office de véritables costumes, furent souvent engagés. L'un d'entre eux, Chaliapine, fit carrière au cinéma. Il joua dans le « *Don Quichotte* » de Pabst, en 1933, puis en 1934 dans « *L'enfant du Carnaval* » d'Alexis Volkoff, l'un des fondateurs du cinéma russe.

La communauté russe de l'entre-deux-guerres se composait de personnes d'origines sociales diverses, ne possédant pas les mêmes ressources ni les mêmes besoins quotidiens. Elle comptait tous les Russes exilés politiques mais également ceux installés avant 1917. Au sein de cette communauté, des clans déjà formés en Russie s'affrontèrent souvent par l'intermédiaire de la propagande, et de la presse.

Toutes les tendances politiques furent représentées dans l'émigration. A la tête de chacune d'elle se trouvait un homme politique brillant. Malgré leurs divergences, tous les partis politiques en exil souhaitaient voir émerger une Russie plus moderne et démocratique, excepté l'extrême droite qui était pour une restauration pure et simple de l'ancien régime. Les « nationalistes », regroupés au sein de « l'Union Nationale Russe » sous la direction de M. Katacheff, croyaient à une rénovation de la Russie grâce aux éléments militaires de l'émigration. La forme de gouvernement n'eut pas grande importance pour eux, ils souhaitaient avant tout une « Russie normale ».

Deux autres partis étaient présents : les « républicains démocrates » dirigé par M. Milioukoff et les socialistes avec M. Kerensky ; ils pensaient que tous les émigrés allaient jouer un grand rôle après la chute du régime. M. Milioukoff prêcha pour l'instauration d'une république, sans partage de la Russie, un territoire uni avec décentralisation. Pour sa part, M. Kerensky n'avait pas d'opinion précise sur la nature du futur régime, soit une république, mais avec un gouvernement décentralisé, soit une monarchie constitutionnelle.

Ainsi chacun à leur façon ils œuvrèrent pour une Russie nouvelle. Les passions qui animaient ces partis furent exacerbées du fait de l'exil. Ils véhiculaient leurs idées par le biais des journaux dont ils étaient les directeurs. Milioukoff dirigeait les *Dernières Nouvelles*, Kerensky *La Russie opprimée* et les « républicains démocrates » s'exprimaient dans *La lutte*

⁵ Gorbhoff Marina, *La Russie fantôme : l'émigration russe de 1920 à 1950*, éd. L'Age d'Homme, 1995, p.281.

pour la Russie. Les différentes tendances politiques s'affrontèrent entre elles et également à l'intérieur de leur propre clan, comme ce fut le cas des monarchistes.

A l'arrivée au pouvoir des bolcheviques, les premières personnes inquiétées par ce changement de régime furent bien entendu les monarchistes. A l'intérieur de cette tendance se trouvaient deux catégories, les partisans du grand-duc Nicolas Nikolaëvitch Romanov et les partisans du grand-duc Cyrille Vladimirovitch Romanov.

De ces deux grand-ducs, descendants de la famille des Romanov, seul le grand-duc Cyrille se présenta comme le candidat au trône de Russie, en cas de rétablissement de la monarchie. Leur rivalité était animée par leurs partisans qui s'affrontaient par voie de propagande. Nous avons l'exemple d'un tract, présent dans un rapport de mai 1932⁶, dans lequel le groupement des « Jeunes Russes » avait mis en scène le grand-duc Cyrille tenant dans la main droite un globe surmonté de l'étoile soviétique et dans la main gauche un sceptre supportant la faucille et le marteau. Tous ces attributs, symboles de la lutte communiste, visent à montrer ce que les opposants au grand-duc Cyrille dénonçaient, c'est-à-dire la possible rencontre secrète entre lui et les bolcheviques au lendemain de la mort du tsar. Cette rencontre ne fut pas prouvée mais tout les opposants s'appuyaient sur cet élément pour discréditer le prétendant au trône. Les inscriptions du tract vont également dans ce sens :

« Vive le plan quinquennal
A nos fermes épouses est confié le levier de l'histoire
Notre réponse à l'union militaire
Salade Jeune Russe »⁷

Ces inscriptions glorifient ironiquement les actions menées par le régime bolchevique. En ce qui concerne le plan quinquennal, il s'acheva en 1932, date de rédaction de ce tract ; mis en place par Staline, il s'attacha à modifier radicalement les structures économiques et sociales afin de constituer une industrie solide permettant d'assurer l'indépendance face au monde capitaliste. Les textes inscrits sur les pancartes font, quant à eux, l'éloge du groupement des « Jeunes Russes ».

Ces querelles eurent peu de répercussions sur la vie politique du département, les partisans des deux clans restant relativement discrets sur leurs opinions politiques. Seul la probable constitution d'un groupe nommé « Conseil Général de la Jeunesse Unie Russe » regroupant des partisans du duc Cyrille provoqua un peu d'agitation, amplifiée en mai 1923 par la création de « La Société des Monarchistes légitimistes russes du Sud de la France ». Cette association fondée par M. Paul Kroupensky laissait transparaître clairement ses aspirations politiques. Mais les autorités françaises surveillaient de près ces associations.

Les bolcheviques étaient également très surveillés mais difficiles à démasquer ; ils s'affichaient peu dans des organisations officielles et procédaient principalement par infiltration au sein d'organisme pour faire de la propagande. Certains cherchaient à attenter à la vie des deux grand-duc Cyrille et Nicolas. Des rapports de police mentionnent le cas de révolutionnaires bolcheviques entrés en France avec de faux passeports et décidés à se rendre à Antibes en juin 1932 pour attenter à la vie du grand-duc Nicolas. Ce dernier bénéficia de la protection des autorités et du général Staël, quant au duc Cyrille, il demanda aux autorités de surveiller plus efficacement les membres de la communauté russe de Cannes.

Les réfugiés russes s'intéressaient peu aux affaires politiques. Bien qu'ils souhaitent tous la chute du régime bolchevique, leur préoccupation principale fut le maintien de leur langue et de leur culture. Grâce au soutien de réfugiés fortunés et de prêtres, deux écoles virent le jour à Nice. La première, inaugurée en octobre 1925 boulevard du Tsarevitch, accueillit jusqu'à cinquante élèves. Quelques années avant sa fermeture, une autre école nommé « L'Ecole du Jeudi », ouvrit ses portes aux élèves russes scolarisés dans des

⁶ ADAM, 4 M 126.

⁷ *Idem*.

établissements français. Beaucoup d'associations ont contribué à préserver la langue et la culture russe. Certaines venaient en aide financièrement et moralement aux établissements scolaires, alors que d'autres proposaient des activités artistiques ou distractives. Les réfugiés purent également s'exprimer grâce à la presse. Durant l'entre-deux-guerres, deux journaux russes furent publiés dans le département. Le plus ancien *La Semaine Russe*, hebdomadaire rédigé en français, traitait de sujets d'actualité concernant la communauté russe, tant au niveau local qu'international. Le second hebdomadaire intitulé *La Voix de la Riviera* comportait des articles écrits essentiellement en russe, ce qui réduisait le nombre potentiel de lecteurs.

La préservation de leur culture passait également par la pratique de leur culte ; la religion jouait un rôle unificateur prépondérant dans la vie des exilés mais elle fut également l'objet de discordes. En effet, la religion orthodoxe cachait des clivages en relation avec les appartenances politiques. Pour mieux comprendre ces divergences, il nous faut revenir un instant sur la situation de l'Eglise en 1917. A cette date, l'Eglise de Russie eut un patriarche à sa tête, ce qui n'était plus arrivé depuis 1721 lorsque le tsar Pierre le Grand les supprima. Suite à la révolution, l'Eglise se scinda en diverses juridictions ; les réfugiés choisirent leur juridiction en fonction de leur conviction politique. Nous pouvons parler de véritable schisme au sein de l'émigration. Ainsi jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, trois principales juridictions divisent et opposent violemment les émigrés. Tout d'abord, le patriarcat de Moscou, défenseur d'une Eglise éternelle, fit preuve d'un « prosoviétisme » avéré. Ses fidèles se montrèrent proches des communistes. Ensuite, les « Karlovatsy »⁸ appartenant à l'Eglise « hors frontière » ou « synodale » furent opposés au patriarcat de Moscou. Ils regroupaient des monarchistes convaincus, voulant par tous les moyens la chute du régime communiste. Pour finir, on trouve les partisans de l'autonomie totale de l'Eglise orthodoxe émigrée (Eglise œcuménique de New-York et de Paris). Elle compta le plus de fidèles regroupés autour du métropolite Euloge.

Ces clivages se retrouvèrent dans les associations religieuses fondées dans les Alpes-Maritimes. Ainsi, trois associations orthodoxes distinctes virent le jour, « l'Association culturelle Orthodoxe Russe n° 1 » regroupant la majorité des fidèles et visant à préserver les intérêts religieux et charitables de la communauté. Elle était pour l'autonomie totale de l'Eglise orthodoxe. Il existait ensuite « L'Association culturelle Orthodoxe Russe n° 2 » qui réunissait les dissidents orthodoxes affranchis de la tutelle du métropolite Euloge. Elle était soumise au Synode présidé par le métropolite Antony en Yougoslavie, donc opposée au patriarche de Moscou. Elle regroupait les monarchistes. Pour finir, « L'Association des Dissidents Orthodoxes Russes n°3 », d'importance insignifiante, fut indépendante des métropolitains Euloge et Antony et obéit à des chefs orthodoxes de Moscou.

Nous l'avons vu à travers ces diverses associations, les métropolitains jouèrent un rôle primordial dans l'exil. L'arrivée à Nice de Monseigneur Euloge fut donc un grand honneur pour la communauté russe de la ville. Cette visite se déroula durant l'année 1922. Il fut accueilli au débarcadère par de nombreux fidèles. Son séjour s'effectua dans un appartement modeste de la ville, composé d'une chambre à coucher et d'une chambre de réception ; seul petit luxe, une vue sur la mer. Il se rendit à l'église de la rue Longchamp où il célébra un *Te Deum* à la fin duquel il s'adressa aux fidèles en leur recommandant de « supporter avec patience et dans un esprit de soumission à la volonté divine les épreuves terribles qu'il avait plu à Dieu »⁹. Sa visite se termina le dimanche par une messe solennelle à la cathédrale russe et le lundi suivant au cimetière de Caucade où il consacra l'église dédié à Saint-Nicolas.

⁸ Tire son nom de la ville serbe de Karlovtsy où en mai 1919, l'administration suprême de l'Eglise, ayant pour tâche d'administrer des diocèses coupés de Moscou par le front, s'est repliée avec les blancs émigrés.

⁹ Journal *La Semaine Russe*, mai 1922.

C'est ainsi que se composait l'émigration spirituelle russe. La religion orthodoxe joua un rôle fédérateur important mais, associée aux idées politiques, elle divisa des membres de la communauté. Outre ces associations religieuses, l'émigration russe présenta un nombre considérable d'associations caritatives.

Il existait en Russie la Croix Rouge Russe mais elle fut interdite par le gouvernement communiste. Elle réapparue en France sous forme de filiale. L'une d'entre elle permit la construction d'une maison de retraite à Menton. Cette ville vit également l'édification d'une « Maison Russe » grâce à l'aide de la Croix Rouge américaine. Cet établissement venait en aide aux réfugiés sans travail et sans ressources. Une autre association ayant vu le jour en Russie en 1915, le Zemgor, se reconstitua dans l'émigration. Cette association titre son nom des « zemstvos », désignant les membres des assemblées élues des districts ou des provinces russes¹⁰. Elle fut l'une des organisations caritatives les plus efficaces dans l'émigration, s'associant parfois avec la Croix-Rouge et patronnée par la Société des Nations. Une réunion se tint à Nice en octobre 1921 dans le but de créer une Union des Zemstvos et des municipalités russes de la Riviera. A l'issue de cette réunion, M. Soukovkine fut élu président du conseil d'administration. Les documents d'archives ne nous permettent pas d'apprécier les actions et les effets de cet organisme au sein du département. Néanmoins le journal *La Semaine Russe* évoque l'implication de cette association dans l'apport de subventions à des entreprises de travail coopératif. A l'échelle de la France, le Zemgor intervint principalement dans la formation professionnelle et dans le placement des jeunes émigrés, première étape vers l'insertion dans la vie professionnelle.

Parallèlement à ces associations, d'autres plus spécialisées dans l'aide alimentaire et l'hébergement, virent le jour dans le département. L'étude des statuts de ces différentes associations a permis de mettre en lumière que certaines personnes étaient à la tête de plusieurs associations. Ainsi nous avons recensé un nombre important d'associations fondées et présidées par le marquis Méranville de Sainte-Claire. En dépouillant un dossier sur la surveillance des activités des étrangers datant de 1932¹¹, nous avons recueilli quelques renseignements intéressants sur ce personnage. Cet homme si généreux envers les membres de sa communauté avait eu un passé relativement agité. Il fut déchu de son grade de colonel de gendarmerie de Russie par le tsar Nicolas II, qui l'avait accusé d'escroqueries. Il fut déporté en Sibérie pour « crime capital » mais parvint à s'échapper et à gagner la France. Installé à Nice depuis la fin de la guerre civile, il s'occupa activement d'œuvres de bienfaisance visant à subvenir aux besoins des réfugiés. Il créa notamment « Le Comité des repas économiques et de secours aux citoyens russes de Nice », « La Société de secours par le travail aux émigrés russes de la Côte d'Azur », « L'Union des travailleurs chrétiens russes à Nice ». Son action fut efficace, probablement assez durable, et fut du reste appréciée au sein de la communauté. Le journal *La Semaine Russe* consacra plusieurs articles à ses œuvres et ne manqua pas de le remercier à plusieurs reprises. Ainsi ces observations laissent penser que le marquis de Méranville est impliqué dans la création de ce journal, probablement par le biais d'une contribution financière comme nous l'avons évoqué précédemment.

Le journal publia un extrait d'un mémoire du marquis adressé à la Société des Nations sur la situation économique des réfugiés russes de la Riviera. Cet extrait relève que trois cents personnes vivent grâce à la bienfaisance, cents sont inaptes au travail et devant l'amenuisement des ressources associatives, la situation empire de jour en jour. Le marquis s'était entretenu avec M. Hinglaise, représentant du Haut Commissariat, lors d'un voyage à Paris. A l'issue de cette rencontre, peu encourageante, le marquis se rendit à l'évidence qu'il était difficile d'attendre un secours matériel de la part de la Société des Nations. L'œuvre de

¹⁰ Les « zemstvos » ont réalisé de nombreux progrès dans plusieurs domaines : enseignement, médecine, voies et communication, agriculture, mesures économiques, statistique.

¹¹ ADAM, 4 M 1333.

cet homme marqua la vie caritative de la Côte d'Azur. Au vu des documents d'archives il fut le plus impliqué dans l'aide aux réfugiés.

Ainsi nous pouvons remarquer l'évolution notable entre la composition de la colonie de la Belle-Epoque et la communauté qui se constitue dans l'entre-deux-guerres. Cette dernière, regroupée dans des quartiers spécifiques des grandes villes du département, renferme des personnes d'origines sociales et d'appartenance politique diverses. Leur vie s'articulait autour de la recherche de travail pour beaucoup, de l'éducation et de la culture russe pour les plus jeunes et les personnes cultivées, de débats politiques pour d'autres et tout ceci fut rythmé par les fêtes et cérémonies religieuses. Cette communauté se révéla soudée mais fut capable d'exclure tout membre venant ternir son image. Certains Russes exprimèrent la volonté de s'intégrer à la vie française, principalement par une démarche administrative mais également par l'ouverture à la culture et aux coutumes françaises.

• Une relative intégration

A leur arrivée en France les réfugiés russes ont du effectuer des démarches administratives pour légaliser leur présence. Ces procédures furent relativement compliquées dans la mesure où nombre d'entre eux ne possédait plus leurs papiers d'état civil et avait du mal à s'acquitter des taxes demandées.

La demande de carte d'identité était la première démarche obligatoire pour tout étranger de plus de quinze ans devant résider en France durant plus de huit jours. Elle permettait d'exercer légalement une profession. Cette carte étant soumise à un versement de taxe certains réfugiés dans le besoin demandèrent à en être exonéré. Malgré la volonté de l'Etat français de limiter les arrivées d'étrangers, il fit preuve d'une clémence particulière pour les réfugiés russes. Une fois installés, certains réfugiés exprimèrent la volonté de devenir français mais cette démarche signifiait l'abandon de leur nationalité d'origine. La création de l'URSS en 1922 divisa les exilés. Certains perdirent tout espoir de retour alors que d'autres manifestèrent le désir de rentrer dans « ce nouveau pays ». Le choix fut difficile, l'Union soviétique incita au retour volontaire en jouant sur l'instinct patriotique des exilés. Mais comme cela est exprimé dans un certain nombre de documents « tout retour implique de facto, l'approbation du régime soviétique, le dénigrement de l'Occident et l'aveu d'un échec personnel »¹². Une majorité des expatriés était attachée à sa terre d'exil et ne tenait pas à recommencer une nouvelle vie en URSS. La naturalisation permit d'assurer un avenir serein à leurs enfants et une protection efficace en cas de conflit. L'avenir leur donna raison sur ce point. Ils échappèrent aux camps dans lesquels les autorités françaises envoyèrent les réfugiés suspects à la suite du pacte germano-soviétique. Malgré ces avantages, cette démarche fut difficile d'un point de vue psychologique, car elle signifiait une sorte de renonciation à leur identité d'origine. Des divergences d'opinions existaient au sein des familles à ce sujet. Nous pouvons mentionner un cas, celui d'un couple russe dont un seul des membres fit une demande de naturalisation. Ainsi une enquête de police chercha à savoir les raisons pour lesquelles ce M. Mistchenkoff refusa de faire une demande de naturalisation comme sa femme. Celui-ci déclara qu'il s'agissait de motifs personnels et ne voulut pas donner d'explications, mais accepta cependant que sa femme en fasse la demande. Pour sa part, Mme Mistchenkoff fit le choix d'acquérir la nationalité française, parce qu'elle disait beaucoup aimer ce pays et ne vouloir plus quitter son sol. Il a été remarqué que la naturalisation séduisait plus de femmes que d'hommes, celles-ci étaient sans doute plus attentives aux

¹² ADAM 4 M 1333.

problèmes de sécurité. Les mobiles du mari sont certainement plus difficile à cerner : instinct patriotique ? ou espoir de retour?

La demande de naturalisation était une démarche longue : en plus des pièces d'état civil le demandeur devait remplir un questionnaire très détaillé. A partir de 1938, les naturalisations furent délivrées moins facilement. Les commissariats dénoncèrent les naturalisations données abusivement ; par exemple le commissaire spécial de Beausoleil dénombra seulement trois avis favorables pour vingt-cinq demandes. Les trois personnes étaient des hommes, âgés de moins de trente ans et aptes au service militaire.

A la veille de la Seconde Guerre mondiale, on note donc que l'Etat français limite les naturalisations, acceptant seulement des personnes utiles à la nation en cas de guerre.

Les naturalisations étaient accordées relativement facilement aux militaires ayant servi aux côtés des Français, soit pendant la Première Guerre mondiale, soit dans la Légion étrangère, ou aux jeunes gens en âge de combattre, ou encore aux hommes mariés à une française et exprimant la volonté de fonder une famille en France. Les émigrés qui exprimaient la volonté de retourner en Russie si un changement de régime s'opérait ou ceux qui avaient perpétré des actes immoraux dans le pays, voyaient leurs demandes rejetées. A partir des années trente, un autre facteur entra en considération : ce fut l'emploi du demandeur. Le chômage augmentant dans plusieurs secteurs d'activités les autorités privilégiaient l'emploi des Français. Nous avons le témoignage d'un homme âgé de quarante-trois ans à qui sa demande de naturalisation avait été refusée car sa profession de cuisinier était fortement atteinte par le chômage. Sa naturalisation pouvait mettre en péril l'emploi d'un Français.

La naturalisation ne peut être considérée en elle-même comme un indicateur très fiable d'intégration, pas plus que son absence, c'est à dire la conservation de sa nationalité d'origine, n'est une preuve d'intégration insuffisante. Une fois naturalisés, rien n'empêchait les Russes de rester étroitement liés à leur communauté.

Pour les réfugiés qui ne souhaitaient pas « perdre leur âme » en devenant citoyen français, la Société des Nations créa en 1924 le passeport dit « Nansen ». Ce passeport reconnaissait que les émigrés russes n'avaient pas de patrie légale. Ils ne pouvaient donc être juridiquement être assimilés aux Soviétiques. Il permettait également une circulation plus libre du moins dans les textes.

Ces trois démarches administratives marquèrent une intégration à la nation bien qu'elles présentaient des inconvénients.

Au niveau de l'intégration sociale, on l'a vu précédemment, les Russes se mélangeaient peu à la population. Malgré cela, ils étaient très soucieux de leur image. Deux affaires criminelles bouleversèrent la communauté russe des Alpes-Maritimes. Tout d'abord l'affaire Brysgaloff dit Rioboff relatée dans le journal la *Semaine Russe* dans son édition du 4 au 11 décembre 1921 sous le titre « Un fou, un dégénéré, un bolchevik ». La folie et le crime commandité par les bolcheviques sont mis en avant. Les réfugiés russes semblaient souffrir de cette association constante entre bolchevique et Russe.

Né en Ukraine en 1892, Brysgaloff affirme qu'il quitta la Russie en 1921 « pour ne pas se mélanger aux bolcheviks »¹³, puis s'engagea dans la Légion étrangère, n'y restant qu'un mois et demi. Après divers vols, dont quarante-huit mille francs dans le coffre-fort du consulat russe de Marseille, il s'installa à Nice sans un sou. Après avoir sympathisé avec un couple de rentier russe il tenta de le cambrioler. Le cambriolage tourna au drame ; en fuyant il blessa des agents de police et tua un télégraphiste. L'enquête révéla que Brysgaloff n'était pas

¹³ Lacroix J.-B., « Les grandes affaires criminelles devant la Cour d'assise des Alpes-Maritimes », *Nice Historique*, janvier-mars 2002.

dément et que son crime fut commis en toute conscience. A l'issue de son procès, il fut condamné à mort. Le plus surprenant est qu'avant d'être guillotiné il cria « Vive Lénine, Vive la IIIe Internationale ». Ses propos sont paradoxaux et son rapport aux bolcheviques assez difficile à cerner. Ces derniers mots semblent n'avoir pour but que de provoquer la foule venue voir son exécution.

L'affaire qui eut le plus de répercussions fut sans nul doute l'assassinat du président Paul Doumer le 6 mai 1932. Son meurtrier, un Russe blanc nommé Gorgouloff, fit des aveux délirants dans lesquels il accusait le chef d'un parti fasciste imaginaire d'avoir tué le président pour pousser la France à déclarer la guerre aux soviétiques. Les Russes des Alpes-Maritimes manifestèrent vivement leur soutien à la famille du président et condamnèrent cet acte.

Les émigrés russes sont parvenus à préserver une bonne image d'eux en affirmant leur attachement à la France. Cet attachement passait inévitablement par l'étude du français. Cette langue leur était familière car usitée à la cour impériale de Russie mais tous ne la parlaient pas. Ainsi les deux écoles russes de Nice proposaient des cours de français. Cet apprentissage facilita leur intégration sociale.

Les fêtes religieuses et les coutumes contribuèrent également à cette intégration. La religion orthodoxe célèbre les mêmes fêtes religieuses que la religion catholique mais pas aux mêmes dates puisqu'elles sont basées sur le calendrier julien. Ainsi pour s'adapter les enfants russes fêtaient deux fois Noël.

Durant les premières années d'immigration les Russes exerçaient des métiers peu gratifiants mais à partir de la seconde génération les personnes ayant suivi des études supérieures trouvèrent des métiers plus valorisants et mieux rémunérés. Ainsi ils furent de plus en plus reconnus par les Français et s'intégrèrent d'autant plus facilement.

Malgré les efforts des Russes pour s'intégrer, ils durent faire face aux préjugés des Français. Lorsque par exemple en 1921 le préfet du département suggéra d'héberger des réfugiés dans le monastère de Cimiez, de vives protestations se firent entendre de la part des habitants du quartier, mais également de la part du monastère. Dans une correspondance au maire de Nice il est dit : « je vous prie instamment d'activer vos démarches pour empêcher qu'une main vandale et sacrilège ne soit portée sur le couvent »¹⁴. Dans l'esprit du religieux il fallait débarrasser Nice des Russes car « ils [commettaient] des actes indéliques, délictueux et criminels »¹⁵. Cette réflexion intervint après l'affaire Brysgaloff. Bien que la communauté russe ait condamné cet acte, la population niçoise considérait après ce drame la majeure partie des Russes comme des criminels. Même si cette mauvaise réputation n'était pas justifiée et Jean Delage la dénonça dans son ouvrage : « si vous demandez à la préfecture de police la proportion la plus faible de malfaiteurs, on vous déclarera que c'est dans l'émigration russe »¹⁶.

La population locale reprochait également aux Russes leur penchant pour l'alcool et leurs actes indéliques. Les Français comme les autorités se méfiaient des influences de l'URSS sur les militants communistes français et assimilèrent souvent trop facilement, Russe et soviétique.

Une filiale de l'association des Amis de l'URSS vit le jour à Nice en 1927 ; elle organisait des réunions de propagande et une fête annuelle au profit d'une caisse de secours. Pour la population, la montée du communisme français était influencée par la présence de bolcheviques en France, et conduisit en 1936 à l'arrivée au pouvoir du Front Populaire. Dans un rapport du commissaire spécial de Nice du 31 août 1925¹⁷, on a relevé que les dirigeants du parti bolcheviste cherchaient à créer un centre d'agitation et de propagande sur la Côte

¹⁴ ADAM, 2 Q 748.

¹⁵ *Ibidem*.

¹⁶ Delage Jean, *La Russie en exil*, Delagrave, Paris, 1930, p.14.

¹⁷ ADAM, 4 M 1333.

d'Azur. Pour le développer, ils comptaient sur les ouvriers russes qui vivaient dans la région et sur certains officiers russes de l'ancien régime faciles à embrigader. Ils distribuèrent des tracts pour inviter ces officiers à se grouper et à adhérer à l'Union Rouge Soviétique. Mais la première cible de la propagande bolchevique resta les ouvriers, au cœur de la révolution en Russie.

Les autorités étaient très vigilantes face à ces propagandes et organisations, mais ne purent interdire toutes les réunions de communistes français. Malgré tout, à partir de 1939, date de la signature du pacte germano-soviétique, l'association des Amis de l'Union Soviétique fut dissoute, le Parti Communiste et le journal *l'Humanité* interdits.

La signature de ce pacte provoqua, comme au lendemain de la paix de Brest-Litovsk, le développement d'une xénophobie primaire chez les Français à l'encontre des émigrés russes. On note par exemple le boycott des taxis russes ; la situation empira avec l'invasion de la Pologne puis de l'attaque de la Finlande par l'URSS. Lors de ces événements « l'émigré russe, pourtant anti-soviétique par définition est assimilé à une cinquième colonne ennemie... »¹⁸.

Ces émigrés, dont la main d'œuvre fut si appréciée dans les premières années de l'entre-deux-guerres, firent les frais des crises économiques qui ébranlèrent la France et les Alpes-Maritimes. Les habitants voyaient d'un mauvais œil ces réfugiés qui venaient leur prendre leur travail.

Cette étude sur l'intégration des Russes à leur pays d'exil nous a révélé deux sortes d'assimilation : l'une à la nation, qui est une étape obligatoire vers la légalisation de sa présence, et l'autre sociale qui émane d'une volonté personnelle ou la conséquence d'une union avec un citoyen français. Cette deuxième assimilation s'avéra délicate à certaines périodes de l'histoire. En effet, l'opinion publique française était très influencée par les rapports entre la France et l'URSS et les comportements des émigrés. De plus, peu de réfugiés exprimèrent la volonté de quitter complètement leur communauté. Ainsi, nous pouvons considérer comme faible l'assimilation des Russes blancs de la seconde génération à la population française.

La communauté russe qui se forma dans les Alpes-Maritimes durant l'entre-deux-guerres fut moins intégrée que la colonie russe de la Belle-Epoque. D'une part parce qu'elle se composait majoritairement de personnes dans le besoin et d'autre part parce que les Russes, à cette période, avaient du point de vue politique et moral une mauvaise réputation. Malgré tout, cette communauté émouvante par son histoire, riche par ses différences a su continuer à préserver et à développer un patrimoine culturel et architectural russe existant précédemment dans le département. Souvent mal jugée par les Français cette communauté témoigne des capacités d'adaptation dont ont fait preuve ses membres ; capacités à se créer une nouvelle vie à force de travail, de volonté et d'idéal.

Lors de la Seconde guerre mondiale les émigrés furent tiraillés entre deux choix : soutenir leur pays natal, allié des Allemands, ou leur pays d'accueil. La majeure partie, en âge de le faire, choisirent de combattre aux côtés des troupes françaises, d'autres se rallièrent à la résistance, et enfin d'autres qualifiés d'« indésirables » par les autorités, furent parqués dans des camps. Au cours de cette période de nouveaux Russes vinrent chercher refuge dans les Alpes-Maritimes, principalement des émigrés de confession juive fuyant l'Allemagne nazie.

¹⁸ Gorboff Marina, *La Russie fantôme : l'émigration russe de 1920 à 1950*, éd. L'Age d'Homme, 1995, p.188.